

L'intervention conjoncturelle de l'État contre les déséquilibres économiques

→ Manuel pp. 146-163



OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Ce chapitre renvoie à la question 5.3 (« Quelles politiques conjoncturelles ? ») du thème 5 de sciences économiques. Le chapitre 6 a permis de présenter les outils dont dispose la puissance publique pour agir sur le fonctionnement de l'économie. Il s'agit de montrer dans ce chapitre comment l'État peut avoir recours à la politique budgétaire pour répondre à différentes situations de déséquilibres macroéconomiques (la notion de déséquilibre macroéconomique a été introduite au chapitre 1). Par ailleurs, dans le prolongement du chapitre 5, il s'agit de voir comment l'outil que constitue la politique monétaire peut également être mis en œuvre pour répondre à des difficultés économiques conjoncturelles. Le programme n'invite pas à étudier les déséquilibres macroéconomiques en eux-mêmes mais à les présenter comme des conséquences du décalage entre l'évolution de la demande globale et celle des capacités de production de l'économie. Le choix a été fait dans cette perspective de ne pas s'interroger par exemple sur l'ensemble des causes possibles de phénomènes aussi complexes que le chômage, l'inflation ou un déséquilibre extérieur. Comme il est précisé dans le préambule du programme de première, l'objectif est que les élèves puissent s'approprier la démarche de l'économiste qui, comme tout scientifique, doit simplifier une réalité complexe pour parvenir à en expliquer une partie. Les documents proposés dans les deux premières DP ont ainsi pour objectifs de présenter les différents déséquilibres macroéconomiques et leurs instruments de mesure, instruments qui reposent sur des conventions, et de montrer comment ils sont liés à la dynamique de la demande globale. Les trois DP suivantes visent à expliquer comment les instruments que constituent la politique monétaire et la politique budgétaire peuvent être mis en œuvre pour répondre à ces déséquilibres.



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- KRUGMAN P., WELLS R., *Macroéconomie*, De Boeck, 2009. Un ouvrage universitaire très accessible, très peu formalisé et riche d'illustrations contemporaines sur les mécanismes présentés.
- *L'économie française 2011*, La Découverte, coll. Repères, 2010. Pour un bilan de la situation économique française.
- PRAGER J.-C., VILLEROY DE GALHEU F., *18 leçons sur la politique économique*, Seuil, 2^e édition, 2006. Un ouvrage qui propose notamment une analyse historique de l'utilisation des instruments que constituent les politiques monétaire et budgétaire pour réguler l'activité économique.
- STIGLITZ J., WALSH C., LAFAY J.-D., *Principes d'économie moderne*, De Boeck, 3^e édition, 2007. Un ouvrage qui possède les mêmes qualités que l'ouvrage de Krugman et Wells, et qui peut également servir de référence sur des savoirs essentiels mais aussi fournir des exemples contemporains en matière de déséquilibres macroéconomiques et de politiques conjoncturelles.

ARTICLES

La *Revue de l'OFCE* publie fréquemment des numéros *Perspectives* consacrés à l'actualité de la conjoncture et aux politiques économiques françaises et européennes. Cette revue a un ancrage keynésien très marqué.

Voici quelques numéros récents sur le thème :

- « La crise sur un plateau », *Perspectives 2013-2014*, n° 130, 2013/4.
- « Le commencement de la déflation », *Perspectives 2013-2014*, n° 129, 2013/3.
- « La zone euro en crise », *Perspectives 2013-2014*, n° 127, 2013/1.
- « La débâcle de l'austérité », *Perspectives 2012-2013*, n° 125, 2012/6.

Deux numéros des *Cahiers français* utile pour éclairer les débats actuels sur les politiques économiques et la place de l'État :

- « La place de l'État aujourd'hui », *Cahiers français*, n° 379, La Documentation française, 2014.
- « La pensée économique contemporaine », *Cahiers français*, n° 363, La Documentation française, 2011.

SITOGRAFIE

Sur le site de l'INSEE, le thème *Comptes nationaux-Finances publiques* contient des rubriques « PIB et grands agrégats économiques », « Revenu, pouvoir d'achat des ménages », « Finances publiques » et « Comptes nationaux » qui permettent d'obtenir les dernières données disponibles sur la conjoncture économique :

<http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16>.

QUESTION

Quelles politiques conjoncturelles ?

1 Les déséquilibres économiques sont multiples → Manuel pp. 148-149

DOC 1 • Les déséquilibres sont liés → Manuel p. 148

1. Une délocalisation est le transfert d'une entreprise d'un pays à un autre pays.
2. Les délocalisations sont souvent accusées d'alimenter le chômage ; de même, la misère peut être causée par la « vie chère ».
3. Le niveau des prix et des coûts peut expliquer le départ de certaines entreprises ; le chômage est à l'origine d'une baisse des revenus et peut déboucher sur la misère.

DOC 2 • La récession entraîne le chômage → Manuel p. 148

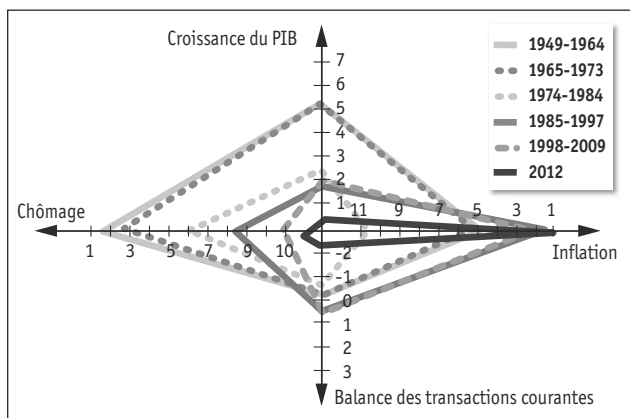
1. La croissance économique a été nulle en 2012 ; le chômage est proche de 10 %.
2. La courbe est décalée parce que le chômage dépend de l'activité économique et qu'il faut du temps pour qu'un ralentissement de l'activité ait un impact sur le chômage.
3. La loi d'Okun est à peu près vérifiée : les phases de ralentissement économique se traduisent par une hausse du chômage dans les années qui suivent.
4. La causalité peut se faire dans les deux sens : une faible activité crée du chômage mais un chômage élevé est mauvais pour l'activité économique.

DOC 3 • Le carré magique permet de visualiser les déséquilibres économiques → Manuel p. 149

1. Le graphique est construit de façon qu'au centre se trouvent les situations les plus défavorables : fort chômage ou faible croissance.
2. La figure est qualifiée ainsi car tous les indicateurs sont au vert : croissance forte sans inflation ni chômage, avec comptes extérieurs excédentaires.
3. Le carré magique à la limite serait un point situé à l'origine du graphique.

DOC 4 • De l'inflation des années 1970 à la récession de 2009 → Manuel p. 149

1.



2. La croissance économique était forte, le chômage faible, l'inflation modérée et les comptes extérieurs équilibrés.

3. L'inflation est plus faible que durant les trente glorieuses.

4. En 2012, la croissance est nulle et le chômage élevé.

Faire
le bilan

Un manque de **croissance économique** risque d'entraîner une augmentation du **chômage**. En revanche, si elle est très forte, cela peut se traduire par une augmentation de l'**inflation** et une dégradation du **solde extérieur**.

2 La faiblesse de la demande globale est à l'origine des déséquilibres économiques → Manuel pp. 150-151

DOC 1 • Pourquoi une croissance nulle en 2012 ? → Manuel p. 150

1. Le nombre négatif signifie que les stocks ont diminué.
2. La consommation finale des ménages explique 0,8 point de croissance du PIB en 2010 en France, selon l'INSEE.
3. $CF \text{ ménages } (-0,2) + CF \text{ administrations } (+0,4) + FBCF (-0,2) + \text{Solde extérieur } (+0,9) + \text{Variation des stocks } (-0,8) = 0 \%$ de croissance du PIB.
4. C'est surtout la faiblesse de la consommation et de l'investissement qui explique l'absence de croissance du PIB. Les entreprises ont de plus puisé dans leurs stocks antérieurs.

DOC 2 • Les déséquilibres sont causés par les variations de la demande → Manuel p. 150

1. Années de baisse du PIB : 1993 et 2009 ; pour 2001, la baisse sur un trimestre n'a pas suffi à faire baisser le PIB annuel. La plus sévère baisse est celle de 2009.
2. La demande intérieure comprend la consommation et l'investissement intérieurs.
3. Il manque sur ce document les exportations.
4. On observe une corrélation presque parfaite entre l'évolution de la demande et celle du PIB.

DOC 3 • La demande d'investissement est la plus instable → Manuel p. 151

1. En 2010, le PIB a augmenté d'à peu près 2 %, comme la consommation et l'investissement.
2. La FBCF correspond à l'investissement des entreprises en biens de production durables et en logiciels.

3. Les fluctuations de l'investissement sont beaucoup plus accentuées que celles de la consommation et de l'activité économique. L'investissement est procyclique.

DOC 4 • Les variations de la demande sont à l'origine du chômage conjoncturel → Manuel p. 151

1. Keynes est un macro-économiste du début du ^{xx}e siècle qui a cherché à expliquer l'insuffisance de la demande et ses conséquences macroéconomiques.
2. Le chômage conjoncturel est celui causé par l'insuffisance de l'activité économique en situation de récession.
3. Selon Keynes, l'indemnisation du chômage permet de limiter la baisse de la demande en cas de récession, en limitant la baisse des revenus des chômeurs. Pour les néoclassiques, l'indemnisation des chômeurs peut créer des rigidités sur le marché du travail et être responsable du maintien d'une partie du chômage.

Faire le bilan

La demande intérieure est constituée de la demande de **consommation** et de celle d'**investissement**. La demande extérieure alimente les **exportations**. En cas d'insuffisance de la **demande**, dans un premier temps les **stocks** augmentent. Dans un second temps, les entreprises réduisent leur **production**. L'**investissement** est la partie la plus variable de la **demande**.

3 L'inflation est une autre source de déséquilibres → Manuel pp. 152-153

DOC 1 • Les œufs qui valaient 100 milliards... → Manuel p. 152

1. Un œuf coûtait 100 milliards de dollars du Zimbabwe.
2. Les prix n'ont plus aucun sens et augmentent trop vite pour que la monnaie puisse encore remplir son rôle d'unité de compte et d'intermédiaire des échanges.
3. Les agents économiques abandonnent la monnaie et utilisent soit le troc, soit une autre monnaie (ici le dollar américain).

DOC 2 • Les causes de l'inflation → Manuel p. 152

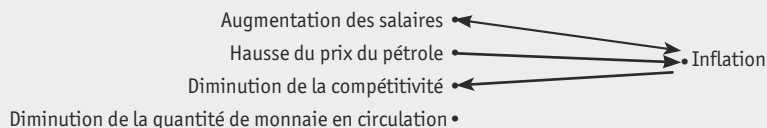
1. Il s'agit d'une hausse temporaire et localisée sur un seul type de produit.
2. C'est lorsque l'offre est inélastique aux prix et ne peut s'ajuster à la demande qu'une hausse de la demande se traduira par une hausse des prix.
3. L'inflation peut être causée par un excès de monnaie en circulation, une hausse des coûts de production (consommations intermédiaires, coûts salariaux...), de la demande (avec offre peu élastique aux prix).

DOC 3 • Monnaie et prix en Allemagne durant les années 1920 → Manuel p. 153

1. Les prix ont été multipliés par 10 entre 1913 et 1921 ; par 1 000 milliards entre 1921 et 1924.
2. On observe une corrélation nette entre inflation et masse monétaire, renvoyant à l'inflation monétaire.

DOC 4 • L'inflation détériore-t-elle la compétitivité-prix → Manuel p. 153

1. Il existe une certaine corrélation négative entre inflation et solde commercial : en moyenne, plus l'inflation est importante et plus le solde commercial est faible, voire négatif.
2. L'inflation, notamment par les coûts, renchérit les prix des produits nationaux et les rend moins compétitifs vis-à-vis des produits étrangers, ce qui peut détériorer le solde extérieur du pays qui connaît plus d'inflation que ses partenaires commerciaux.
3. Il existe une compétitivité-hors-prix qui repose sur la qualité des produits, l'innovation, les services associés...



4 Les pouvoirs publics peuvent agir sur les déséquilibres économiques

→ Manuel pp. 154-155

DOC 1 • Le New Deal aux États-Unis en 1932 → Manuel p. 154

1. La construction de la route correspond à un ouvrage public commandé par l'État et qui doit permettre de donner du travail aux entreprises et aux individus, relançant l'activité et l'économie ; c'est l'objectif général du New Deal.
2. Dépenses publiques de soutien à l'économie : distribution de revenus ou baisse d'impôts ; aide à certains secteurs ; primes à la consommation...
3. La dépense publique doit relancer l'activité, ce qui crée de l'emploi et des revenus, augmentant dans un deuxième temps la consommation, donc l'activité...

DOC 2 • Les politiques de relance ont limité les effets de la crise économique en 2009 → Manuel p. 154

1. La baisse du PIB est comparable à celle de 1929, bien plus importante que celle de 1993, dernière grave récession française avant celle de 2009. Le PIB par tête baisse de 5 % durant les trois premiers trimestres suivant le déclenchement de la crise.
2. Les politiques de relance inversent l'évolution du PIB à partir du troisième trimestre ; tandis qu'en 1929 le PIB par tête avait continué de chuter, il se redresse en 2010. Sans les plans d'austérité qui ont suivi, l'OFCE estime que le niveau initial de PIB par tête aurait été retrouvé quatorze mois après le déclenchement de la crise.
3. Les politiques d'austérité ont enrayé la relance et amené le PIB par habitant à stagner au lieu de remonter.

DOC 3 • La Banque centrale européenne conduit la politique monétaire → Manuel p. 155

1. L'objectif prioritaire de la BCE est l'absence d'inflation.
2. La politique monétaire contrôle l'inflation par le contrôle de la monnaie et de l'activité de crédit : constitution de réserves obligatoires des banques auprès de la banque centrale, hausse des taux d'intérêt directeurs pour les prêts accordés aux banques ou intervention sur le marché monétaire pour augmenter les taux d'intérêt interbancaires.
3. En baissant les taux d'intérêt et en desserrant les contraintes pesant sur les banques, la politique monétaire peut encourager le crédit, donc la consommation et l'investissement, relançant ainsi l'activité économique et l'emploi.

DOC 4 • La politique monétaire entre relance et lutte contre l'inflation → Manuel p. 155

1. L'inflation passe de 2 à 3 % par an entre 2007 et 2008 ; la hausse des taux d'intérêt observée en 2006 et 2007 vise donc probablement à lutter contre cette accélération des prix.
2. Depuis 1999, l'inflation n'a jamais dépassé longtemps 2 % par an ; on peut donc dire que l'inflation est sous contrôle en Europe.
3. En 2009, la BCE a fortement baissé ses taux d'intérêt et les a maintenus à un niveau très faible (proche de 0 %) ensuite ; cette politique a soutenu l'activité économique, la consommation et l'investissement.
4. L'inflation en 2012 est remontée à près de 3 % et pourtant les taux d'intérêt ne remontent pas ; la BCE semble privilégier le soutien à l'économie.

hausse du déficit budgétaire

Hausse des dépenses publiques → hausse des revenus des ménages → hausse des dépenses de consommation des ménages → hausse de la production des entreprises de biens de consommation → hausse des revenus distribués par les entreprises de biens de consommation → nouvelle hausse des revenus des ménages

5 L'action des pouvoirs publics reste contrainte → Manuel pp. 156-157

DOC 1 • Après la relance... la rigueur → Manuel p. 156

1. La crise ici, c'est la récession, la faiblesse de l'activité économique.
2. Les types de politique envisagés sont la relance par des dépenses publiques ; la rigueur par des prélèvements obligatoires.
3. La relance dégrade les comptes publics, ce qui peut amener l'État à changer de politique pour faire de la rigueur.

DOC 2 • Les conditions de réussite d'une politique de relance → Manuel p. 156

1. Pour réussir, une relance doit être massive, rapide, ciblée sur les agents à forte propension à consommer, coordonnée dans le cas d'une économie ouverte.
2. Les ménages pauvres consomment proportionnellement la plus grande part de leurs revenus.
3. Une relance isolée risque d'être inefficace car elle profitera aux autres pays en augmentant les importations du pays ; d'autant plus si la relance augmente les coûts de production des entreprises locales (hausse de salaires par exemple).

DOC 3 • Quand le déficit devient structurel, il empêche la relance → Manuel p. 157

1. Le montant du déficit public était proche de 3 % du PIB.
2. Une baisse du PIB réduit les recettes de l'État puisque ses prélèvements sont effectués sur l'activité et les revenus issus du PIB. Une récession comme celle de 2009 tend donc à creuser le déficit budgétaire.
3. Si le déficit est déjà important avant la récession, son creusement suite à la récession risque d'amener l'État à mettre en place des politiques de rigueur pour réduire son déficit, au moment même où il serait souhaitable de laisser filer les déficits pour relancer l'économie

DOC 4 • La politique monétaire et la politique budgétaire doivent être cohérentes → Manuel p. 157

1. Un mauvais *policy mix* est un *policy mix* non coordonné, où l'action de chaque agent (gouvernement et banque centrale) va dans un sens opposé à celle de l'autre agent pour essayer de la contrecarrer.
2. Un bon *policy mix* est coordonné et permet à chaque acteur (gouvernement, banque centrale) de mener sa politique en concertation avec l'autre acteur.
3. La flèche 1 montre l'effet de relance attendu d'une politique budgétaire expansionniste ; la flèche 2 rappelle que la hausse de la demande peut favoriser l'inflation, amenant une réponse (3) de la banque centrale dont l'objectif est de lutter contre l'inflation ; cette politique monétaire restrictive contrecarre l'effet de relance initialement recherché par le gouvernement (4).

	Efficace	Inefficace / peu efficace
L'économie est ouverte sur l'extérieur		X
Relance par la consommation	X	
Déficit public initial élevé		X
Relance en faveur des ménages à bas revenus	X	
Relance isolée		X

EXERCICE 1 1. a, c – 2. a, c – 3. b**EXERCICE 2**

Schéma de gauche, de haut en bas : Politique expansionniste, Augmentation de la demande globale, Augmentation des importations, Baisse des importations.

Schéma de droite, de haut en bas : Politique restrictive, Baisse de l'inflation, Augmentation du chômage, Amélioration du solde extérieur.

EXERCICE 3 1. Faux – 2. Vrai – 3. Faux – 4. Faux

La politique conjoncturelle doit-elle faire un choix entre inflation et chômage ?

L'objectif du TD est de mettre en évidence le dilemme qui peut se poser en matière de politique conjoncturelle entre lutter contre l'inflation et réduire le niveau de chômage. Il permet d'aborder la courbe de Phillips. Il mobilise également l'utilisation d'un tableur pour construire un graphique.

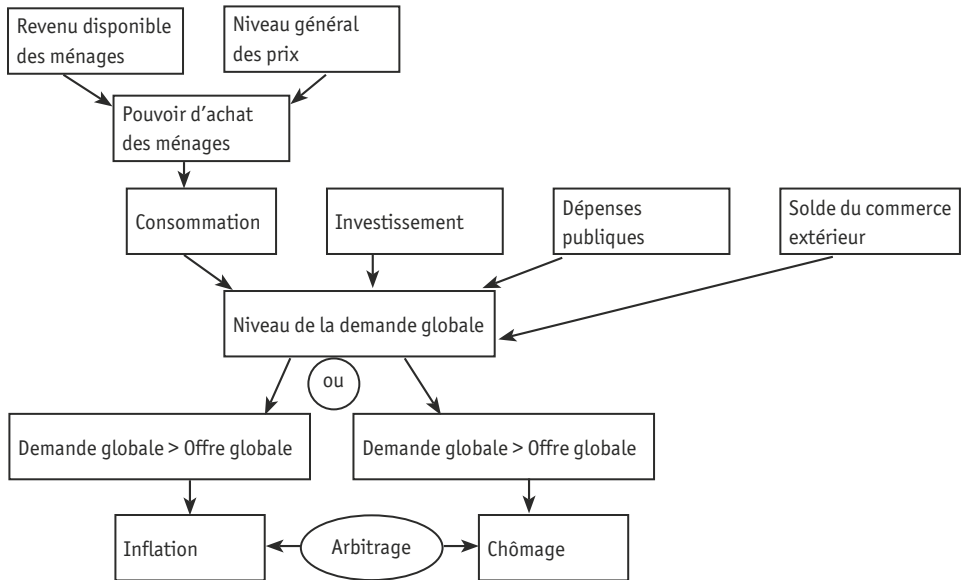
Étape 1

1. La courbe de Phillips met en évidence l'existence d'une corrélation négative entre le taux de chômage et le taux d'inflation.
2. Quand le taux de chômage est faible, il y a peu de main-d'œuvre disponible pour travailler. Les salariés peuvent donc revendiquer des augmentations de salaires sans craindre pour leur emploi. Mais ces augmentations de salaires augmentent les coûts de production des entreprises qui sont alors incitées à augmenter leurs prix car la demande est importante.
3. Quand le taux de chômage est élevé, les salaires n'augmentent pas car les salariés sont peu revendicatifs, donc les coûts de production n'augmentent pas. Par ailleurs, un niveau élevé de chômage a un impact négatif sur le niveau de la demande. Cela peut inciter les entreprises à baisser leurs prix et réduire ainsi le niveau d'inflation.
4. Le taux de chômage naturel est le taux de chômage en dessous duquel une économie ne peut descendre sans augmenter le niveau de l'inflation. On parle aussi de taux de chômage structurel, il correspond à un dysfonctionnement du marché du travail et ne provient donc pas d'un niveau insuffisant de la demande globale.

Étape 2

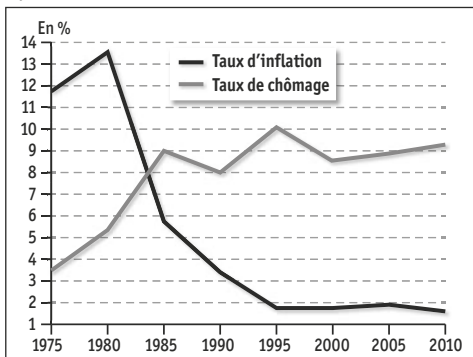
1. Le revenu disponible brut et le niveau général des prix sont les deux déterminants du pouvoir d'achat des ménages.
2. Le niveau de la demande globale dépend aussi de l'investissement des entreprises, du solde du commerce extérieur et des dépenses publiques.
3. $PIB + M = C + I + G + X$, d'où on tire :
 $PIB \text{ (demande globale)} = C + I + G + X - M$
4. Si la demande globale est supérieure à l'offre globale, le niveau général des prix augmente.
5. Si la demande globale est inférieure à l'offre globale, le niveau général des prix diminue.

6.



Étape 3

1.



2. Les évolutions des taux d'inflation et de chômage confirment la relation mise en évidence par la courbe car on constate l'existence d'une corrélation négative entre le taux d'inflation et le taux de chômage.

3. L'objectif prioritaire de la politique conjoncturelle est la lutte contre l'inflation car depuis les années 1980 le taux d'inflation a fortement diminué (baisse de 11,2 points entre 1975 et 2010) alors que le taux de chômage a augmenté puis s'est stabilisé à un niveau élevé (autour de 9 %).

■ MOBILISER SES CONNAISSANCES POUR LA DISSERTATION → Manuel p. 163**Étape 1**

1. Les trois notions sont importantes : « efficacité » renvoie à l'adéquation entre les moyens et les fins ; la « politique budgétaire » permet de préciser l'outil utilisé ; « relance » indique la finalité de ces politiques budgétaires.

2. a, b, c.

3. doc. 1 : croissance économique, taux de variation ; doc. 2 : déficit et dette publics ; doc. 3 : croissance potentielle, politique d'austérité, politique monétaire, choc ; doc. 4 : politique de relance et de rigueur, SMIC, minimum vieillesse, allocations, plein-emploi, dévaluation.

Étape 2

1. Hausse des dépenses publiques, du SMIC et de diverses allocations → Hausse de la consommation → Hausse de l'activité économique → Hausse de l'emploi.

2. J.M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936.

Étape 3

1. Légère reprise en 2013 de la croissance, qui reste très faible (0,3 %) ; l'économie française est encore en récession en 2013. La croissance n'est pas suffisante pour créer de l'emploi et faire baisser le chômage.

2. Relance fin 2000 : prime à la casse, baisse des taux d'intérêt de la BCE ; rigueur : hausse des impôts en 2012, non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux sous le gouvernement Fillon, économies de 50 milliards d'euros annoncées par le gouvernement Valls en 2014...